



[FR] Communiqué de presse - 02.10.2020

La Grève du Climat - Suisse n'aime pas la nouvelle loi sur le CO₂. La Grève du Climat ne lancera pas de référendum au niveau national, certains groupes régionaux lancent le référendum en leur nom et invitent d'autres organisations à se joindre à eux au sein d'une coalition.

[Le contenu de ce communiqué de presse émane des régions et des personnes qui portent le projet référendaire]

Le 25 septembre 2020, le Conseil national et le Conseil des États ont accepté la nouvelle révision de la loi sur le CO₂. Non seulement la loi adoptée ne répond pas à l'objectif de réduction de l'Accord de Paris et a fortiori au net zéro 2030, mais elle ne répond pas non plus à la demande de justice climatique.

En effet, la loi vise une réduction de 50% (dont ¾ en Suisse) des émissions de CO₂ pour 2030, ce qui ne correspond pas à notre deuxième revendication : 0 émissions nettes de gaz à effet de serre d'ici 2030. Selon les recommandations du GIEC, pour avoir ⅓ des chances de ne pas atteindre un réchauffement climatique supérieur à +1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle, les pays dits "développés" doivent atteindre des émissions nettes nulles au plus tard en 2030, et le monde entier au plus tard en 2050, avec une diminution significative et continue à partir de maintenant.

En outre, les moyens d'atteindre ces objectifs sont inefficaces et problématiques. Parmi les réductions des émissions nationales visées, 25 % seront réalisées en dehors de nos frontières, tandis que nos émissions grises (émissions dont nous sommes responsables mais qui ont lieu à l'étranger) ne sont pas prises en compte, pas plus que l'impact de la place financière. Cela signifie que nous demanderons à d'autres pays de faire les efforts nécessaires à notre place. La loi ne fait rien pour alléger la pression sur le Sud global. La Suisse doit reconnaître sa responsabilité historique et agir pour réduire les inégalités mondiales. C'est pourquoi la justice climatique est la troisième revendication nationale de la Grève du Climat - Suisse.

" [...] Dans un monde où toutes les émissions doivent rapidement se rapprocher de zéro, il n'est plus possible de compter sur les autres pour faire le travail à notre place. [...]"

- Augustin Fragnière, Centre Interdisciplinaire de Durabilité, UNIL²

Non seulement la loi a des objectifs insuffisants et des moyens inefficaces pour les atteindre, mais ces moyens sont souvent socialement injustes. Les individus devront payer des prix et probablement aussi des loyers plus importants, alors que rien n'est fait à l'encontre de la place financière ou des sociétés transnationales.

"C'est une loi qui consolide les structures existantes et reproduit ainsi l'état actuel d'insoutenabilité écologique et sociale" explique Franziska Meinherz (VD).

Une partie des droits d'émission de gaz à effet de serre sera vendue aux enchères, ce qui permettra aux riches entreprises d'acheter des droits de polluer. Les entreprises et particuliers fortunés ne seront pas beaucoup touchés, tandis que les petites entreprises et les personnes pauvres paieront le plein prix de ces mesures.

² Source : <https://blogs.letemps.ch/augustin-fragniere/2020/06/25/incoherence-de-la-loi-sur-le-co2/>

"Ce n'est pas une loi sur le climat, mais une loi qui crée avant tout des opportunités d'investissement rentables pour les entreprises suisses, ce qui dans certains cas peut conduire à une certaine réduction des émissions", note Robin Augsburger (NE).

Dans l'ensemble, la loi donne l'impression que la Suisse mène de bonnes politiques climatiques : ce n'est pas le cas. Les mesures que contient cette loi font plus pour la croissance économique de la Suisse que pour le climat. En résumé, cette loi ne nous fait pas entrer dans un monde nouveau. Elle apporte de petites corrections au système politico-économique actuel dans l'espoir de résoudre un problème dont nous savons qu'il est bien plus profond et bien plus systémique que cela. Et c'est un espoir naïf auquel les politicien·ne·x·s et la population ne peuvent pas se permettre de s'habituer.

"Il n'y a pas de plan de transition ; le problème est simplement externalisé au lieu que des solutions réelles soient créées", souligne Meinherz.

Nous voulons un changement plus radical de nos politiques. L'heure n'est pas aux lâches taxes sur l'essence, mais à des changements sociaux systémiques et courageux tels que la gratuité des transports publics ou le revenu de transition écologique par exemple. Nous voulons un renouvellement global de nos systèmes politiques et économiques. Nous voulons un programme adapté à une rupture avec l'ordre socio-économique actuel.

Notre position est donc totalement opposée à celle de l'extrême-droite. Nous ne sommes en aucun cas allié·e·x·s aux lobbies économiques ou à l'UDC. Ce parti nie les preuves scientifiques existantes sur le dérèglement climatique, et ses politiques vont à l'encontre de l'idée même de justice climatique. Notre comité référendaire est donc lancé en opposition au leur.

Les personnes en faveur de ce référendum considèrent que l'acceptation de cette loi comme une amélioration réelle bloquerait toute nouvelle avancée dans la lutte contre la crise climatique. Nous ne pouvons pas nous satisfaire d'un accord aussi médiocre et le considérer comme une victoire.

"Cette loi montre que le Parlement a trahi toutes les personnes qui sont descendues régulièrement dans la rue ces deux dernières années", note Michelle Reichelt (TG).

Cette loi sera inutile, voire probablement contre-productive. Nous devons dire haut et fort que nous avons besoin d'une approche cohérente et socialement juste de la crise écologique actuelle. Nous invitons toutes les personnes et organisations intéressées à se battre pour un avenir viable et socialement juste à nous rejoindre.

Contacts presse

Franziska Meinherz (fr, de, en): +41 77 480 47 49 / Robin Augsburger (fr, en): +41 77 449 47